
Francia. Forschungen zur westeuropäischen Geschichte
Herausgegeben vom Deutschen Historischen Institut Paris
(Institut historique allemand)
Band 25/3 (1998)

DOI: 10.11588/fr.1998.3.61461

Rechtshinweis

Bitte beachten Sie, dass das Digitalisat urheberrechtlich geschützt ist. Erlaubt ist aber das Lesen, das Ausdrucken des Textes, das Herunterladen, das Speichern der Daten auf einem eigenen Datenträger soweit die vorgenannten Handlungen ausschließlich zu privaten und nicht-kommerziellen Zwecken erfolgen. Eine darüber hinausgehende unerlaubte Verwendung, Reproduktion oder Weitergabe einzelner Inhalte oder Bilder können sowohl zivil- als auch strafrechtlich verfolgt werden.

vendait encore sur la voie publique des médicaments sans prescription médicale et de la façon la plus incontrôlée. Ces conditions déplorables furent modifiées avec la sécularisation et le rattachement au Tyrol en 1803 sous Napoléon. Le but principale était l'ajustement aux règles d'organisation observées dans l'Empire avec par exemple la nomination d'un médecin responsable de l'arrondissement. Le «Regolamento sul sistema Medica del Regno» proclamé par Maximilien Joseph de Bavière en 1809 n'eut aucune répercussion en Trente. La réunion du territoire au royaume italien entraîna en revanche l'organisation des médecins d'arrondissement recrutés par concours, et chargés en outre du contrôle des hôpitaux et des pharmacies. Dans les années suivantes le Trentin recourut également à une politique d'installation des médecins dans les régions isolées avec la collaboration des gendarmes et des pasteurs face à une population très réticente. Pour améliorer la santé des campagnards, les médecins faisaient aussi pratiquer l'inspection sanitaire de la viande, la construction des cheminées solides pour éviter le danger d'incendies. C'est à cette époque que commence la vaccination antivariolique. Les médecins avaient à leurs côtés des assistants spécialisés: ainsi les sages-femmes, après des cours suivis à Innsbruck ou à Padoue pendant deux ans. Elles avaient le droit de prescrire des médicaments aux accouchées.

L'auteur décrit la situation et le développement sanitaire en Trentin de façon très vivante à partir des journaux officiels, des rapports des médecins et de ceux de la police sanitaire, dont la première lecture dut être ingrate. Ce livre est pourtant facile à lire, et particulièrement intéressant. Des diagrammes illustrent l'évolution de l'hygiène publique influencée par l'attitude d'une population favorable ou hostile et les circonstances politiques. La vaste bibliographie à la fin du livre montre également la connaissance et la profondeur d'analyse du sujet par l'auteur.

Christine Maria GRAFINGER, Rom

Catherine J. KUDLICK, *Cholera in Post-Revolutionary Paris. A Cultural History*, Berkeley (California University Press) 1996, XIV-293 p.

Cette étude examine les deux épidémies du choléra, qui frappèrent Paris en 1832 et 1849, principalement du point de vue de l'histoire sociale. Cette maladie entraîna un grand nombre de décès dans la capitale française et effraya les Parisiens. Le livre dépasse le niveau d'une simple description historique de l'épidémie, pour analyser en profondeur un phénomène qui suscita des tensions énormes dans la société de l'époque. Les deux épidémies se développèrent presque symétriquement selon une période allant du mois de mars jusqu'au mois d'octobre, avec un record de décès au début d'avril (700 morts par semaine), et un second pic à la fin du mois de mai et au début du mois de juin (300 morts par semaine).

Mais c'est de façon différente que la bourgeoisie parisienne se comporta à l'égard des deux épidémies: en 1832 le choléra ravagea Paris en causant terreur et angoisse, en revanche, en 1849 la maladie fut prise avec un certain sang-froid, et se termina dans le calme. En 1832, à l'apparition du choléra, les bourgeois crurent à la propre immunité: ils pensaient que la maladie ne pouvait toucher que les couches populaires. Ils étaient de surcroît convaincus que Paris était à l'avant-garde de la médecine en Europe et donc à l'abri d'une forte épidémie. Ils avaient en outre une grande confiance vis-à-vis de leurs médecins, lesquels recevaient une très bonne formation: La Société Royale de la Médecine fondée en 1776 et la première chaire de Physique et d'Hygiène Médicinale avaient témoigné de l'intention du pouvoir central de créer un réseau médicale bien organisé. L'attitude de la bourgeoisie changea quand la maladie a fait ses premières victimes parmi les classes fortunées. Si certaines familles parmi les riches privilégiés fuirent la capitale pour s'installer à la campagne, bon nombre d'autres continuèrent à habiter Paris pour imiter la famille royale, en évitant le contact avec la populace, pour elles à l'origine de l'épidémie. À partir de 1820 Paris

avait naturellement attiré une quantité énorme de gens du petit peuple qui vivait misérablement dans les quartiers populaires.

Les écrivains bourgeois nommèrent la capitale «Paris malade» et considérèrent la municipalité comme un «corps infecté». Les hygiénistes – rassemblement intellectuel d'architectes, de médecins etc. – se réunissaient déjà régulièrement sous la présidence du préfet de Paris – avec le titre de «Conseil de Salubrité de Paris» à partir de 1802 – pour prendre des décisions concernant l'amélioration des conditions de vie du petit peuple parisien. La plus grande part de ces hygiénistes était adhérent de l'anticontagionnisme, une théorie qui considérait la maladie comme un adversaire interne. Ce qui leur permettait de défendre les principes politiques et culturels de la Monarchie de Juillet. En 1849, on trouve presque la même organisation sous le titre «Conseil d'Hygiène Publique et de Salubrité», mais celui-ci montrait une meilleure coordination administrative.

La presse joua un grand rôle pendant l'épidémie en 1832: Les journalistes contribuèrent par leurs articles à la défense de la position culturelle et politique de la bourgeoisie par exemple les lettres fictives du «Choléra-morbus» dans la «Correspondance». Le «Moniteur universel» – l'organe officiel du gouvernement – publia des listes des victimes, des ordonnances de l'administration et le conseil du corps médical. La presse – l'organe de la société nouvelle – prend cette responsabilité à partir de la Révolution de Juillet, mais elle perd cette position après la Révolution de 1848, parce que la bourgeoisie bien établie n'a plus besoin d'elle.

Immédiatement après l'apparition du choléra les responsables organisèrent des «Bureaux de Secours» pour organiser l'assistance médicale aux pauvres qui n'ont pas les moyens financiers de faire venir un médecin. Les médecins et les religieuses en secourant le petit peuple devaient aussi servir de preuve de l'efficacité de l'autorité gouvernementale qu'en 1832 se créa une rivalité entre l'administration et les médecins sur la question des moyens financiers: certains médecins protestèrent convaincus de l'excessive interpénétration des rapports entre le médical et le politique. Pendant la seconde épidémie en 1849 cette rivalité disparut parce que les bureaux de secours furent mieux organisés: dans chacun d'entre eux travaillait un agent administratif, qui s'occupait de financement.

La position de l'église catholique changea également: pendant épidémie de 1832, la bourgeoisie anticléricale fut perçue comme concurrente de l'église dans l'exercice de la charité. Les représentants de l'église convoquèrent les fidèles à des messes et prières collectives, ce qui fut senti comme véritable provocation contre l'interdiction de se réunir en période d'épidémie. Le terme religieux de «fléau» fut récupéré par les intellectuels bourgeois comme synonyme de choléra. La position de l'église pendant la seconde épidémie changea complètement. Les bourgeois maintenant bien établis utilisèrent l'église pour défendre l'ordre et la stabilité, et l'on n'observe plus de rivalité entre la bourgeoisie et l'église. Cette dernière publie des «instructions populaires» tout comme le gouvernement, mais en plus des instructions religieuses «Acquis de conscience».

Pendant les deux épidémies, il eut des excès à Paris: En 1832 des révoltes des chiffonniers et des tumultes provoqués par la rumeur des fontaines empoisonnées; l'émeute du 13 juin 1849 contre la décision de Louis Napoléon d'envoyer des troupes pour combattre les nationalistes italiens fut moins violente que celle de l'année 1832.

L'auteur nous présente donc le choléra comme problème social – spécialement celui de la bourgeoisie. L'étude montre comment la classe qui a gagné une position importante après la Révolution de Juillet a changé son attitude à l'égard du choléra. Pendant la première épidémie l'angoisse domine, il faut défendre la position dans la nouvelle société. En 1849 épidémie est perçue moins inquiétante parce que cette classe a déjà bien établi sa position sociale.

Christine Maria GRAFINGER, Rom